

d'accroître leur renommée et leur importance, sans porter préjudice à leur originalité et à leur indépendance. Aurions-nous à redouter d'un côté, une secrète jalousie, et, de l'autre, quelques anciens préjugés contre la science et les académies de province ?

Mais comment les sociétés savantes et scientifiques qui ont tant contribué, dans le siècle dernier au triomphe de l'unité intellectuelle et littéraire de la France, nourriraient-elles des sentiments d'envie contre l'Institut qui est la représentation de cette unité, contre une suprématie qui, dans les lettres et dans les sciences comme en tout le reste, est la splendeur et l'œuvre de la France tout entière ? Comment ne recevraient-elles pas de l'Institut un accueil plein de bienveillance et de fraternité, puisque c'est de la province que viennent, la plupart des hommes qui brillent à Paris, dans les sciences et dans les lettres ? Si Paris achève de les former, si Paris leur donne l'éclat et la renommée, c'est la province qui les produit, c'est la province qui les envoie. Combien même n'en est-il pas qui ont commencé leur réputation au sein de ces modestes mais utiles académies ! Ils ne sauraient donc avoir des préjugés contre elles, encore moins les dédaigner sans injustice et sans ingratitude.

Montesquieu, au commencement du XVIII^e siècle, plaidait, comme nous aujourd'hui, la cause des académies de province dans un discours de rentrée à l'académie de Bordeaux : « Qu'on se défasse surtout de ce préjugé que la province n'est point en état de perfectionner les sciences, et que ce n'est que dans les capitales que les académies peuvent fleurir. Ce n'est pas du moins l'idée que nous ont donnée les poètes qui semblent n'avoir placé les muses dans les lieux écartés et dans le silence des bois pour nous faire sentir que ces divinités tranquilles se plaisent rarement dans le bruit et dans le tumulte. » S'il était nécessaire, ce que je ne pense